

## COMMUNIQUE INTERSYNDICAL

Suite de la journée départementale de grève du Vendredi 16 janvier 2015

Bobigny, Mardi 20 janvier 2015.

Depuis le 5 janvier 2015, les représentants des 3 syndicats **SOLIDAIRES- CGT-FO** ont effectué des tournées en intersyndicale sur les 42 sites du département. Au cours de ces Hmi et tournées de poste, nous avons listé les revendications des agents de la DDFIP 93 afin de préparer une journée de grève prévue lors de la deuxième convocation du Comité Technique (CT) emploi, **pour s'opposer aux suppressions de postes (42 cette année dans le département) et à toutes les restructurations annoncées.**

**Ce vendredi 16 janvier 2015**, les syndicats Solidaires et CGT avaient déposé un préavis de grève. A cette occasion, une délégation d'une soixantaine de grévistes a interrompu le Comité Technique devant valider les suppressions d'emplois sur le département et dans lequel seule la CFDT siégeait. **Les agents grévistes et leurs organisations syndicales ont déposé auprès de la direction la pétition départementale ayant déjà recueilli 500 signatures.** De plus une dizaine de motions votées par les agents sur les résidences contre les restructurations, pour la défense de leurs missions et demandant que soient pourvus tous les emplois vacants, ont également été remises à la direction.

Après avoir été interpellé sur les revendications par les agents, Monsieur Gloux a exposé sa conception du « *dialogue social* » et des restructurations. Il a dénoncé le caractère anxiogène et mensonger des revendications basées selon lui « *sur des rumeurs* » (sic !) . Pour rappel, le tract intersyndical diffusé largement depuis 2 semaines dans tout le département listait l'ensemble des restructurations prévues sur la DDFIP 93 et présentées par M Gloux lui-même lors **d'un groupe de travail le 7 novembre 2014**. Cela pourrait prêter à sourire si nous ne savions pas que derrière ces mensonges délibérés énoncés devant les agents, **c'est la destruction du réseau avec l'accélération de la bascule en SIP comptable, la disparition du CSP des SIP, la fin des trésoreries impôts, mixtes et des petites structures SPL qui sont planifiées !**

M Gloux s'est aussi vanté du sens du dialogue social, prétendant prendre en compte les avis des groupes de travail. Nous l'avons pris au mot en lui remettant une pétition signée par un quart des agents de la DDFIP 93 et plus de dix motions de sites s'opposant aux restructurations sur place et réclamant les agents nécessaires. La réponse a été sans appel : **« C'est ma responsabilité de prendre des décisions » avant de renvoyer sur le dos de la Direction Générale les destructions d'emploi 2015.**



Mais pour les questions relevant, selon lui, de ses responsabilités, comme c'est le cas pour le **Centre de Contact** dont l'expérimentation a été faite à sa demande, et pour le plan départemental de restructuration, **il maintient le cap en dépit de l'opposition des agents.** Il a d'ailleurs réaffirmé que les restructurations du réseau en cours et à venir découlent de décisions liées à « *l'adaptation fonctionnelle* » et à la modernisation de la DGFIP, même si ces restructurations doivent jaillir sur les emplois.

Pour M. Gloux, comme il l'a affirmé à plusieurs reprises dans diverses réunions, seules comptent les missions, se battre pour les emplois est une erreur(!). Comment comprendre cette position ? Le délaissement du CSP dans les SIP n'était-il pas dû un problème des moyens humains ? Il ne sera, en tout cas, pas résolu par le redéploiement de « pions sur un échiquier » ! De même, tout en indiquant qu'aucune fermeture de trésorerie ou de service n'est actée, il a confirmé que les restructurations étaient discutées dans le cadre de groupe de travail. Mais, personne n'est dupe, tous les agents savent pertinemment que ces GT ne sont mis en place que pour déterminer quelles seront les premières victimes.

Notre estimé DDFIP a bien compris qu'il ne pourrait pas compter sur la participation des organisations syndicales de la Seine-Saint-Denis pour mettre en place ses plans, il va donc faire comme ses collègues de province et stopper toute information qui soit de nature à permettre aux agents du département de s'organiser pour se défendre. Il tentera alors de détruire les petites structures ou des missions fiscales, comme le CSP, rapidement et avec le moins d'informations pour éviter la riposte des agents. **Il dément être un « fossoyeur » du réseau alors que ce sont 850 trésoreries qui doivent être fermées d'après les chiffres nationaux** et que partout ce sont des AGFIP aux ordres qui ordonnent la liquidation du réseau dans leurs départements !

Mais les organisations syndicales de la DDFIP 93 (hors CFDT) ont décidé ensemble de prendre leurs responsabilités dans l'unité, sur la base des revendications des agents en informant partout sur les plans de la direction et en organisant sur le département la mobilisation pour défendre nos conditions de travail, nos missions et notre réseau.

Un premier résultat a été arraché par cette journée de grève, **la DDFIP a annoncé dès le dépôt du préavis de grève que la fermeture de la trésorerie de Livry Gargan était repoussée au moins jusqu'en 2017**. Trop tard hélas pour les agents sur place, qui ont pour beaucoup déjà déposé leur demande de mutation pour septembre, ce qui va fragiliser la trésorerie et justifiera par la suite la fermeture.

Nous savons tous que le combat ne fait que commencer, que ce combat ne concerne pas seulement la DDFIP 93 mais l'ensemble de la politique d'austérité mise en place par ce gouvernement. Le Pacte de responsabilité et ses milliards en moins pour la Sécu et pour la Fonction Publique, se traduit chez nous par la **Démarche Stratégique** que nous combattons.

Nous vous tiendrons informer des réponses que la direction apportera aux motions des différents services que nous avons remises.

Face à la destruction programmé du réseau de DGFIP, **les Organisations syndicales Solidaires-CGT-FO** du département maintiennent leur unité sur les revendications et reviendrons rapidement vers les agents pour savoir quelles suites doivent être données à cette première journée de mobilisation.

Nous ne lâchons rien sur les revendications :

- Abandon immédiat de l'expérimentation du Centre De Contact de Chartres**
- Arrêt immédiat des suppressions d'emplois, créations d'emplois statutaires pour le maintien de tous les sites et de toutes les missions**
- Abondement immédiat de tous les emplois vacants**
- Retrait du plan triennal de restructuration de la DDFIP 93**